

LA CONTESTATION PAR LA MIGRATION

(LE CAS DES GUIZIGA DU NORD-CAMEROUN)

Guy PONTIÉ

Sociologue O.R.S.T.O.M., 24, rue Bayard, 75008 Paris

L'étude des transformations sociales dans les « zones nouvelles d'implantation rurale » n'a constitué qu'un aspect secondaire de l'analyse des phénomènes migratoires que j'ai menée au Nord-Cameroun auprès des Guiziga et des Moundang au cours des années 1970-1974.

Les mouvements migratoires des ressortissants de ces deux ethnies sont en effet particulièrement variés quant à leur durée et à leur destination (migrations internes, migrations vers les villes, migrations vers des zones rurales déjà très peuplées) et les départs vers les terres « neuves » sont encore marginaux. Par ailleurs, en raison même de leur variété et souvent de leur irrationalité économique (si l'on compare les potentialités des zones d'accueil et des zones de départ), il m'a paru plus fructueux d'analyser les migrations en tant que révélateur des tensions au sein de la société d'origine, plutôt que de mettre l'accent sur les transformations sociales perceptibles sur les lieux de l'immigration. Cette communication n'aura donc que des rapports lointains avec le thème central proposé dans cet ouvrage, mais peut-être n'est-il pas inutile d'insister sur le fait que la connaissance de la société de départ et des causes profondes des mouvements migratoires est un préalable indispensable à la compréhension des nouveaux milieux sociaux qui se créent dans les zones d'immigration. Des individus qui quittent leur société pour échapper à ses contraintes — souvent dans l'attente de pouvoir à leur tour profiter

du système — essaieront de ne pas recréer dans les zones d'immigration, les rapports de production qui prévalaient dans leur société d'origine.

Nous verrons que les causes de migrations ne varient que dans une faible mesure en fonction des destinations choisies; il n'était donc pas inutile de replacer les mouvements migratoires vers des zones nouvelles d'implantation rurale dans un cadre plus général.

Si l'on considère comme zones nouvelles d'implantation rurale des régions où les migrants s'installent définitivement — ou du moins pour une longue période — et en nombre suffisamment important pour ne pas être absorbés par les autochtones (1), seule la zone de Pitoa-Sécandé située à environ 150 km au sud du pays guiziga et, à un degré moindre, celle de Kourgui-Pivou-Banki (2), située à une centaine de km au nord, paraissent répondre au sujet d'étude proposé. Encore s'agit-il ici de zones colonisées « spontanément », qui ne font l'objet d'aucun aménagement particulier susceptible d'attirer des migrants. Aucune mesure, ni incitative, ni coercitive, n'a été prise par l'administration pour accélérer ou freiner un mouvement dont elle semble n'avoir saisi ni l'ampleur ni les conséquences (l'une de ces conséquences étant l'occupation progressive des zones du piedmont du Mandara, dont la vocation naturelle serait d'absorber le surplus démographique des sociétés montagnardes).

(1) Nous ne retiendrons pas ici le critère de changement dans les techniques agricoles que J.-P. RAISON semble considérer comme indispensable si l'on veut parler de « terres neuves ».

RAISON (J.-P.), La colonisation des terres neuves intertropicales. In *Études rurales*, n° 31, 1968, pp. 5-112.

(2) Nous utiliserons pour l'orthographe des noms d'ethnies et de lieux, celle la plus couramment utilisée par l'administration.

La société guiziga productrice de migrants

Nous nous intéresserons essentiellement ici aux migrations des Guiziga : celles des Moundang, orientées généralement vers les mêmes zones, nous serviront seulement d'élément de comparaison.

Les Guiziga — de 65 à 70 000 personnes — constituent l'une des nombreuses ethnies du Nord-Cameroun que les Foulbé, musulmans, moins nombreux mais constituant pourtant une « majorité sociologique », affublent du terme méprisant de « *Kirdi* » (paiens). Ils occupent dans la région de Maroua une zone de la plaine parsemée d'inselbergs.

On peut distinguer trois groupes principaux :

— le groupe des Moutouroua, le plus homogène et numériquement le plus important, occupe le canton de Moutouroua, au sud de Maroua. Il est en contact à l'ouest et au nord avec les Foulbé, au sud avec les Guidar, à l'est avec les Moundang ;

— le groupe des Bi-Marva (« chef de Maroua »), chassé de Maroua lors de l'invasion peule, est actuellement disséminé au nord de la ville, dans une zone semi-montagneuse qu'il partage avec les Mofou et les Foulbé ;

— un troisième enfin, numériquement moins important que les précédents, est installé au pied de la montagne de Loulou et dans les villages environnants.

Par ailleurs, de nombreux Guiziga cohabitent avec les Moundang dans l'actuel canton de Midjivin : ils ont imposé leur langue et nombre de leurs coutumes, au point que des administrateurs parlaient dans cette zone de Moundang « guiziguisés ». Bien que ne constituant pas un groupe homogène, ils seront pris en considération ici, en raison de l'importance et de la variété de leurs mouvements migratoires.

Agriculteurs dans leur quasi-totalité, ils cultivent essentiellement le sorgho et, depuis une vingtaine d'années, le coton qui, sous l'impulsion de la C.F.D.T. (1), s'est substitué en grande partie, du moins en plaine, à la culture de l'arachide.

Les mouvements migratoires ne sont pas ici le résultat d'un appel massif de main-d'œuvre : la région est très peu industrialisée et seuls quelques

Guiziga acceptent de s'embaucher comme manœuvres de culture (coupe de la canne à sucre) à la SOSUCAM (2), à plus de 1 000 km au sud de leur zone ethnique, et généralement pour des durées limitées. Elles ne sont pas non plus la conséquence d'un recrutement plus ancien qui aurait créé des habitudes de migrations et dégagé un volant de main-d'œuvre décidée à migrer même si les possibilités de travail ont disparu. Aucune ponction importante de main-d'œuvre n'a, semble-t-il, été opérée dans cette région.

Aucun impératif de survie (encore que ce terme doive être manipulé avec beaucoup de précautions) n'exige le départ de Guiziga, contrairement à ce que l'on peut observer chez certaines ethnies montagnardes du Mandara tout proche. Les densités de population, certes très variables suivant les zones (3), ne peuvent guère être considérées comme une incitation à la migration. La terre ne fait pas défaut, la variété des sols et leur inégale valeur agricole ne peuvent justifier que quelques mouvements migratoires internes — recherche de vertisols (4), favorables à la culture du sorgho de saison sèche par exemple. Ils permettent dans leur ensemble de mettre en œuvre une gamme de cultures étendue pour la région : plusieurs variétés de sorgho de saison des pluies, hâtives et tardives, sorgho de saison sèche (qui permet d'accroître notablement la durée de la saison agricole), arachides et, en plaine, coton... Les rendements atteignent la moyenne régionale (5). Nous verrons qu'il n'est pas rare que des migrants, au moins dans un premier temps, s'installent dans des zones moins favorables tant du point de vue de la fertilité des sols que de l'accès à la terre.

Le désir éventuel de pratiquer la culture du coton, source de revenu monétaire, ne devrait intervenir que dans une faible mesure puisque le coton est cultivé au cœur même du pays guiziga, où l'on obtient des rendements souvent supérieurs à la moyenne du Nord-Cameroun (6). Seuls les mouvements migratoires en direction de Kourgui-Pivou, dans la région de Mora, où les rendements ont été très élevés pendant plusieurs années, pourraient s'expliquer par le désir d'en accroître la production.

Faut-il en conclure que les Guiziga ont une « propension naturelle à migrer » et que les migrations

(1) Compagnie Française pour le Développement des fibres Textiles, maintenant SODECOTON.

(2) Société Sucrière du Cameroun, complexe sucrier situé à 100 km environ au nord de Yaoundé.

(3) De 15 à 30 h/km² pour Loulou, Midjivin et Moutouroua, elles sont plus élevées dans la région de Maroua, de 30 à 50 h/km².

(4) Nous emploierons pour désigner ce type de sol le terme local : *Karal* (plur. : *Karé*). Ces sols sont inutilisables en saison des pluies parce qu'inondés, mais ont un pouvoir de rétention d'eau suffisant pour être utilisés en saison sèche.

(5) A l'exception toutefois de quelques villages de la montagne de Loulou, affligés de sols très médiocres.

(6) 728 kg/ha à Moutouroua en 1966, 627 kg/ha pour l'ensemble du Nord-Cameroun.

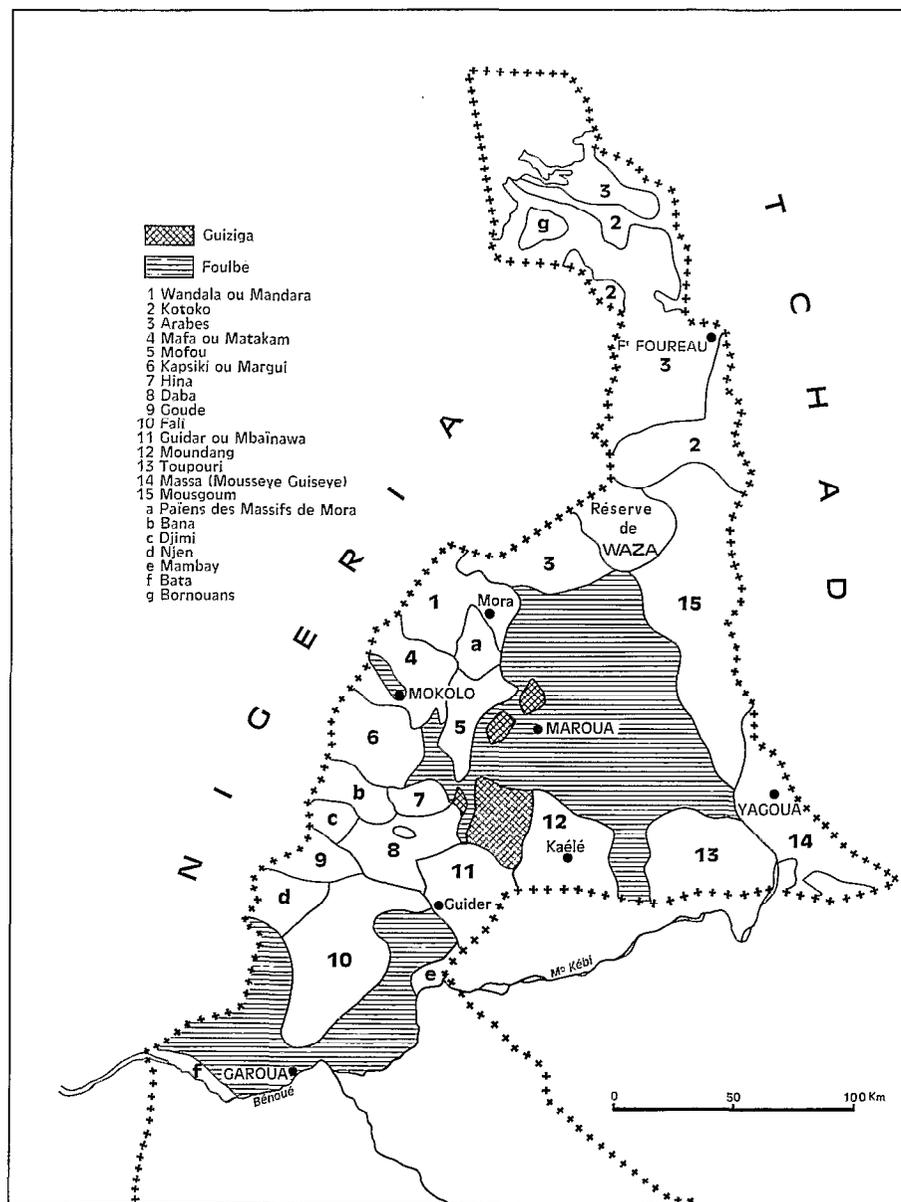


Fig. 1. — Carte des principaux groupes ethniques du Nord-Cameroun (d'après A. M. PODLEWSKI, 1966).

n'ont aucun fondement économique ? Une analyse rapide de la société de départ et des transformations sociales et économiques dont elle est l'objet nous persuadera du contraire.

La constitution de l'ethnie guiziga, comme de la plupart des ethnies dites « *Kirdi* » du Nord-Cameroun, a certainement été influencée par la création des grands empires tchadiens et leurs luttes internes (le Kanem à partir du VIII^e siècle, puis, au XVI^e siècle, le Bornou et le Baguirmi) et la constitution au Nord-

Cameroun du sultanat du Mandara, à partir du XV^e siècle. Fuyant devant les chasseurs d'esclaves, des groupements — vraisemblablement de peu d'extension — se sont retrouvés au sein du même territoire. Une longue cohabitation et parfois la reconnaissance de l'autorité d'un clan dominant, leur a permis d'acquérir une certaine homogénéité.

Les trois chefferies guiziga (Loulou, Marva, Moutouroua) se sont vraisemblablement constituées à la fin du XVII^e ou au début du XVIII^e siècle. A

Moutouroua par exemple, un leader accompagné de ses clients, s'installe sur un territoire, soumet et intègre à son groupe les autochtones, et met sur pied un embryon d'organisation politique, religieuse et militaire qui prendra ensuite de l'extension et se perfectionnera en intégrant des éléments nouveaux, venus d'horizons divers chercher refuge et protection. C'est souvent en créant un village que les nouveaux arrivés se constituent en clan : le fondateur devient chef religieux, chargé du culte en l'honneur des génies de la terre, fonction qu'il transmettra par primogéniture. Le chef de Moutouroua enverra l'un de ses fils ou de ses frères administrer en son nom le nouveau village et y prélever l'impôt. La sécurité du territoire est assurée par une armée épisodique recrutée dans chacun des villages de la chefferie et placée sous l'autorité du « chef des jeunes gens », nécessairement membre du clan du chef de Moutouroua.

L'entretien de l'armée et de l'appareil d'État est assuré par la ponction en vivriers opérée auprès des paysans et le butin amassé au cours d'expéditions nombreuses et fructueuses, menées notamment en pays hina, kola et mousgoy. Le paysan apporte sa contribution directement sous forme de sorgho, et en effectuant des travaux agricoles pour le compte du chef de Moutouroua et du chef de village. Mais les chefs ne sont pas les seuls à bénéficier du système : ce type d'organisation politico-religieuse est source d'une hiérarchie clanique et lignagère plus généralisée. Les descendants du fondateur de la chefferie jouissent sur l'ensemble du territoire d'un statut éminent. Il en est de même, au niveau de chacun des villages, des descendants du chef religieux. Cette prééminence ne se traduit pas seulement en termes de prestige, mais aussi en avantages économiques. Les notables bénéficient notamment, lors des « invitations de travail », d'une main-d'œuvre importante et peuvent ainsi cultiver des superficies plus étendues que ne le permettrait la force de travail représentée par les seuls membres de leur famille. Un quidam ne pourra refuser impunément d'apporter son aide : le chef religieux pourrait le rendre responsable de la colère des génies de la terre, susceptible de compromettre l'ensemble des récoltes du village, ou le chef de village le sanctionner plus sévèrement que de coutume au moindre écart de conduite. Nous verrons que lorsque les migrants disent avoir quitté le village à la suite d'une mésentente avec les autorités villageoises, c'est fréquemment à cela qu'ils font allusion.

Le statut social de l'individu, lié à son âge, mais aussi à son appartenance clanique et lignagère, détermine en grande partie son statut économique. S'il transgresse la règle, il sera jalouxé par les « grands » et contraint, à plus ou moins long terme, de quitter le village ou de rentrer dans le rang.

La même hiérarchie, plus généralisée et plus coercitive encore, se retrouve au niveau d'unités plus restreintes. L'individu est placé sous la dépendance étroite des parents de sa lignée paternelle et maternelle, membres de la génération antérieure. Avant son mariage — mais cela n'a rien que de très classique — le Guiziga doit travailler régulièrement dans les champs de son père et apporter aide et assistance à ses oncles paternels et surtout maternels, voire à ses tantes, qui en exprimeraient le désir. Cette aide peut revêtir plusieurs formes : prestations en travail, prêt ou don de mil, et actuellement cadeaux d'objets manufacturés grâce aux maigres revenus obtenus de la culture d'un petit champ personnel. Cette dépendance, au même titre que celle vis-à-vis des notables, est entérinée au niveau religieux : le père, la mère, les oncles et tantes, paternels et surtout maternels, jouissent de par leur position généalogique d'un pouvoir de malédiction qui peut avoir, pour le fils ou le neveu, des conséquences graves (maladie, cécité, « malchance » ou mort). Si le père est satisfait du travail fourni par son fils, si aucun différend ne les oppose, et surtout si le mariage d'une ou de plusieurs de ses filles lui a permis de réunir les éléments de la dot, le père offrira une épouse à son fils (« *ngwas ngi ciné* » litt. « la femme du père »). Le jeune marié créera une nouvelle cellule familiale, en même temps qu'une nouvelle unité de production et de consommation : son père lui donnera des champs qu'il complètera éventuellement par le « débroussage » de nouvelles parcelles. Il ne sera pas pour autant dégagé de toute obligation à l'égard de son père : dans l'attente de la prochaine récolte, il travaillera essentiellement dans les champs de ce dernier, et il ne pourra, même plus tard, refuser de porter assistance aux parents qui en exprimeraient le désir.

Instrument de cohésion sociale dans la mesure où il instaure entre les individus et les groupes des hiérarchies qui trouvent leur justification au niveau du religieux et donc des valeurs fondamentales de la société, ce type de stratification sociale est également source de contestation. L'organisation politique, religieuse et militaire mise en place au niveau de la chefferie (700 km² environ pour celle de Moutouroua) a, dans une large mesure, permis à cette contestation de se traduire sous la forme de migrations internes. L'individu désireux d'échapper, en partie au moins, aux conséquences d'un code des relations de parenté jugé trop pesant, pourra quitter son village d'origine sans pour autant se couper totalement de sa société : il retrouvera dans son village d'adoption la même structure politique et religieuse et ne sera pas dépaycé.

On peut penser que cette forme de contestation par la fuite est ancienne, même si les interviews

menées à ce sujet ne permettent pas de remonter très loin dans le temps. La dissémination dans l'espace des clans et des lignages est telle qu'elle ne peut résulter uniquement de mouvements migratoires récents ou s'expliquer par des migrations de peuplement. Les 129 chefs de famille du village de Moussourouk, par exemple, représentaient six clans et treize lignages, et il n'est pas rare qu'un lignage soit représenté dans une dizaine de villages. Ces mouvements migratoires étaient essentiellement internes. Les luttes interethniques étaient fréquentes et la sécurité du territoire n'était pas assurée. Le Guiziga qui se serait aventuré hors de son aire ethnique avait de fortes chances d'être détrossé ou pris comme esclave.

Mais les mouvements migratoires ne sont pas uniquement le résultat de facteurs endogènes. La prise du pouvoir par les Foulbé au début du XIX^e siècle, et surtout la colonisation, allemande puis française, allaient être la cause directe de nouveaux mouvements migratoires.

La mainmise des Foulbé sur l'ensemble du Nord-Cameroun — dès 1795, estime E. MOHAMMADOU (1) — ne modifia pas fondamentalement la situation dans la chefferie de Moutouroua. Bien qu'officiellement inféodé au lamido de Binder (Tchad), puis à celui de Mindif, le chef de Moutouroua n'en conservait pas moins son autorité sur l'ensemble de sa chefferie et les Foulbé ne s'aventuraient guère à l'intérieur du pays que pour la perception de l'impôt, qui donnait régulièrement lieu à des épisodes sanglants. Il n'en fut pas de même de la chefferie de Bi Marva, qui fut totalement disloquée. Marva, siège de la chefferie guiziga, vraisemblablement la plus importante, devint Maroua, ville de rayonnement peul. Le chef fut poursuivi jusque dans les monts du Mandara; de nombreux Guiziga, refusant de se soumettre, quittèrent la zone; les aléas des combats incessants qu'ils menèrent contre l'envahisseur pendant plusieurs années (2), furent à l'origine de nombreux mouvements migratoires dont il est difficile d'apprécier l'ampleur et de reconstituer les axes dans le détail.

Mais la colonisation allemande et française allait avoir une influence beaucoup plus considérable. La conquête, les opérations de pacification, la

répression contre le « banditisme »... furent certainement à l'origine de mouvements importants. Les modifications apportées dans l'administration et la délimitation des territoires eurent des effets analogues. Des villages se sont vidés de leurs habitants qui refusaient d'être placés sous le commandement du chef d'un autre canton; des villageois fidèles à leur ancien chef n'acceptaient pas l'autorité du nouveau, imposé par l'administration... Plus sensibles encore allaient être les effets indirects de cette pacification. Elle permit en effet à des Guiziga chassés par les Foulbé de réoccuper leur ancien territoire, même si la terre et le pouvoir politique étaient en grande partie entre les mains des musulmans. L'orientation de certains mouvements actuels vers la ville de Maroua et les cantons limitrophes peut s'expliquer par ce fait-là. Elle permit surtout aux migrations extérieures de se développer. La sécurité étant progressivement assurée les Guiziga purent circuler plus librement hors de leur aire ethnique.

En même temps qu'elle facilitait, par la pacification, les mouvements migratoires, l'administration coloniale, relayée ensuite par l'État camerounais, allait en multiplier les causes par ses tentatives de développement économique — développement forcé du coton en particulier — qui provoquèrent une aggravation des inégalités sociales et économiques et, par là même, une contestation interne plus intense. Il est difficile, de ce point de vue, d'opposer nettement migrations précoloniales et migrations actuelles : les mêmes causes continuent d'agir, mais avec plus d'acuité.

Il ne saurait être question de présenter la société précoloniale comme une société égalitaire, mais il n'en est pas moins vrai que le surplus dégagé par les notables grâce à l'accumulation du travail de leurs subordonnés avait alors une finalité sociale plus évidente qu'actuellement. La richesse ainsi produite était certes utilisée par les bénéficiaires du système pour capitaliser des femmes, par exemple, et accroître par là leur pouvoir social et économique; mais une part importante était également redistribuée sous forme de nourriture, ou dilapidée lors des fêtes traditionnelles (fêtes des jumeaux, enterrements, mariages, fêtes du clan) qui contribuaient à

(1) La prise de Maroua aurait eu lieu à la fin du règne de Modibbo Mouhaman Selbé mort en 1795; E. MOHAMMADOU, « Les Feroobe du Diamaré, Maroua et Petté », Niamey 1970, 482 p., *multigr.*

J. LEMOIGNE situe cet événement en 1808, au temps de Modibbo Boubou Biroo (« Les pays conquis du Nord-Cameroun », Archives O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 127 p. dactylogr. non datées. Quant à J. VOSSART (« Histoire du sultanat du Mandara, province de l'empire du Bornou » in *Études Camerounaises* n^{os} 35-36, 1953, pp. 19-51), il avance la date de 1819.

(2) Le Modibbo Mouhamman Damraka intronisé à Maroua en 1801 aurait passé les quatorze premières années de son règne à combattre les Guiziga.

accroître le prestige du groupe dans son ensemble (1). L'apparition du numéraire, l'intensification des échanges qui en est la conséquence et surtout le développement de la culture du coton permettant au Guiziga d'accroître notablement ses disponibilités monétaires, ont modifié la situation.

La culture du coton, grâce aux efforts conjugués de la C.F.D.T. et de l'administration, n'a cessé de se développer à partir des années 1950. Comme culture d'exportation obligatoire, elle a remplacé, du moins en plaine, celle de l'arachide, devenue très impopulaire. Le développement de cette culture industrielle a eu des conséquences importantes sur les cultures vivrières, le système foncier, la répartition des revenus au sein de la famille et le développement des échanges.

Semé sur le même type de sol et à la même période, le coton est entré en concurrence avec le sorgho de saison des pluies, culture par excellence des Guiziga : il a entraîné une diminution certainement très sensible des superficies et du soin qui lui était consacrés. Une variété de sorgho, le « *tcherguédé* », particulièrement appréciée pour la préparation de la bière, aurait même complètement disparu, au grand regret des Guiziga. En contrepartie, le sorgho repiqué de saison sèche, peu cultivé jusque là, a pris de l'extension et a vraisemblablement compensé la régression du sorgho de saison des pluies. Sa culture est cependant plus délicate. La période pendant laquelle il est possible de le repiquer dans de bonnes conditions est relativement courte et correspond souvent au dernier sarclage du coton (surveillé de très près par les agents de la C.F.D.T. parce que capital). Il y a donc une concurrence quant aux temps de travaux, qui tourne généralement à l'avantage du coton. Les sols qui conviennent à cette culture — vertisols et sols hydromorphes — inutilisables pour le mil de saison des pluies et le coton, sont inégalement répartis et en conséquence particulièrement recherchés. Les prêts sont fréquents, les cas de location et de ventes, encore relativement rares, sont en train de se multiplier (2). Les descendants des premiers arrivés, qui ont pu s'attribuer les meilleures terres, sont les mieux placés pour profiter de cette situation, ce qui contribue à renforcer encore leur position.

Le coton et le sorgho de saison sèche, généralement cultivés sur de grandes parcelles, sont considérées comme la propriété du *buy hay* (litt. « chef de la

maison ») (3), qui peut disposer comme il l'entend du produit de leur commercialisation. Le sorgho de saison sèche, facilement commercialisable parce que particulièrement apprécié des islamisés, bénéficie grandement de l'aide extérieure (neveux, femmes des frères, voisins...). Ainsi, à Moussourouk par exemple, cette culture qui occupait, en 1970, 40 % des superficies cultivées, bénéficiait de 67 % de l'aide extérieure totale reçue par les chefs de *hay*. Les inégalités de statut liées à l'appartenance clanique et lignagère, à l'âge et à la position de l'individu au sein du groupe de parenté, ont ici des répercussions économiques plus sensibles encore que ce n'était le cas pour les cultures traditionnelles de sorgho de saison des pluies. Il n'en est pas de même du coton, qui occupait dans ce même village 34 % des superficies cultivées et ne monopolisait que 8,5 % de l'aide extérieure. Ce sont essentiellement ici les membres du *hay*, femmes et enfants non mariés, qui se trouvent lésés, le chef de famille utilisant environ 50 % du revenu du coton pour la satisfaction de ses propres besoins. Aussi, le peu d'enthousiasme manifesté au début par les anciens à l'égard de cette nouvelle culture imposée de l'extérieur qui, de surcroît, entraine difficilement dans le cycle habituel de leurs activités agricoles, a-t-il été relayé par l'opposition des jeunes ne retirant que de maigres profits de l'important travail supplémentaire qui leur était demandé. Effectivement, on constate que si les superficies cultivées en sorgho augmentent assez régulièrement en fonction de l'importance de la famille, il est loin d'en être de même du coton. Nous verrons que les jeunes désireux d'obtenir du numéraire par la culture du coton, vont cultiver ailleurs, notamment dans la région de Kourgui-Pivou, même s'ils doivent louer ou acheter des champs.

Les nouvelles disponibilités monétaires ont entraîné une intensification des échanges et l'apparition sur les petits marchés locaux, jadis presque exclusivement consacrés à la vente de la bière de mil, de produits manufacturés de plus en plus diversifiés (vêtements, récepteurs de radio, vélo...). Les signes extérieurs de richesse, de plus en plus apparents, ont rendu plus sensibles encore les inégalités sociales et alimenté la contestation par la fuite, autrement dit les mouvements migratoires. Il en est de même des tentatives d'amélioration des techniques culturelles (développement de la culture attelée en particulier). Les prêts pour l'achat de matériel agricole

(1) Les dépenses engagées pour les cérémonies de mariage par exemple étaient naguère beaucoup plus considérables qu'aujourd'hui.

(2) Le chef de Loulou par exemple avait dû intervenir contre un villageois qui s'était spécialisé dans la détection et la revente de champs de « karal » dans la brousse environnante.

(3) Le *hay*, unité d'habitation de 4 à 5 personnes en moyenne, regroupe généralement un homme, ses femmes et ses enfants non mariés, auxquels s'adjoignent parfois un neveu, ou une vieille mère.

doivent être garantis par les chefs de villages, qui peuvent ainsi en désigner indirectement les bénéficiaires et donc mécontenter nombre de postulants.

Les détenteurs de l'autorité traditionnelle, à quelque niveau qu'ils se situent, ont donc essayé, et dans une large mesure réussi, sinon à contrôler l'évolution, du moins à faire en sorte que la hiérarchie traditionnelle ne s'en trouve pas bouleversée. On peut cependant penser que c'est là une victoire à la Pyrrhus, puisqu'ils provoquent par leur intransigeance la fuite d'une partie de leurs subordonnés. Ils commencent à en être conscients, mais ne savent pas quelle conduite adopter. « Si je donne de l'argent à mon fils, il va boire la bière de mil et faire la bagarre; si je ne lui en donne pas, il travaille mal le coton ou quitte le village ».

Les mouvements migratoires actuels

Après avoir tenté d'analyser dans le temps, au niveau de la société de départ, les éléments qui favorisent les mouvements migratoires, je vais essayer de cerner de plus près les migrations actuelles. S'il n'est pas inutile de chiffrer l'importance du phénomène pour avoir une idée de l'ampleur de la contestation et de ses conséquences économiques, c'est loin d'être suffisant. En effet cette photographie des mouvements migratoires ne nous fournit pas de renseignements sur le procès migratoire : la fréquence des mouvements, leur durée, leur succession dans le temps, la connaissance des zones occupées au différents stades de la migration, permettent seules de comprendre le phénomène.

Nous établirons une première distinction qui nous paraît très importante, surtout pour la chefferie de Moutouroua (particulièrement homogène), entre migrations « externes » et migrations « internes ». Quitter la chefferie équivaut ici à une expatriation, à une rupture, d'autant plus nettement ressentie que l'organisation politique et religieuse et la stratification sociale sont plus pesantes.

La seconde distinction a trait aux zones de départ. Le pays guiziga n'est pas homogène, tant du point de vue de la densité de population que de la valeur des sols et de l'organisation politique. Trois zones sont à individualiser :

— le canton de Moutouroua, occupé presque exclusivement par des Guiziga, et dont la partie nord, plus densément peuplée, est favorable à la culture du coton et du sorgho de saison sèche;

— le canton de Midjivin, plus pauvre, sauf dans sa partie nord, moins densément peuplé, où les Guiziga cohabitent avec les Moundang;

— les zones de mélanges ethniques dominées par les islamisés : plusieurs cantons de l'arrondissement de Maroua rural, supportant de fortes densités de population et recevant pourtant de nombreux migrants, et les cantons nord de l'arrondissement de Mindif, moins peuplés mais affectés de nombreux mouvements de population.

— une quatrième zone ne sera qu'effleurée ici, celle de Méri, au nord de Maroua.

LES MIGRATIONS INTERNES

Les renseignements consignés dans le tableau 1, obtenus par exploitation des recensements administratifs de 1968, nous permettront d'avoir une idée assez précise des mouvements migratoires internes ayant pour cadre l'unité politique traditionnelle la plus significative (la chefferie) d'une part, l'ensemble du pays guiziga d'autre part. Nous donnons, à titre d'information, des estimations concernant l'ensemble de la population, mais nous insisterons davantage sur les migrations des hommes de plus de trente ans, pratiquement tous chefs de ménages, qui nous paraissent plus significatives.

A l'intérieur de la chefferie de Moutouroua, les mouvements migratoires sont particulièrement importants : ils affectent le quart des chefs de

TABLEAU 1

Les migrations internes

	Moutouroua (13.305 p.)	Hommes > 30 ans	Midjivin (4.746 p.)	Hommes > 30 ans
Habitent leur village de naissance.	57 %	39 %	60 %	64 %
Ont changé de village à l'intérieur de la chefferie.....	21 %	25 %	14 %	10 %
Viennent de l'extérieur de la chefferie.....	22 %	36 %	26 %	26 %

famille. Si l'on entre davantage dans le détail, on constate que les chiffres varient fortement d'une zone à l'autre. Le résultat de ces mouvements est un transfert de population du sud vers le nord. Les villages du nord de la chefferie, riches en terre à karal, favorable à la culture du sorgho de saison sèche et permettant par là même au coton de se développer, voient croître leur population au détriment des villages du sud, affligés de sols médiocres. En neuf ans, de 1957 à 1966, le village de Mayel-Ngaima a vu sa population augmenter de 92 %, celui de Moussourtouk de 81 %, alors que dans le même temps Zibou perdait 10 % de sa population et Brouï 12 %. On constate cependant qu'il existe de nombreux échanges entre villages favorisés et que la diminution de la population des villages du sud n'est pas due à l'émigration seule, mais à une émigration supérieure à l'immigration. A Moussourtouk par exemple, la venue de jeunes ménages attirés par la culture du coton et du sorgho de saison sèche n'exclut pas le départ de jeunes natifs du village.

Le second trait caractéristique de ces mouvements migratoires qui prouve bien qu'ils ne se résument pas à un simple transfert de population de zones défavorisées vers des zones plus prospères, est leur fréquence. Il n'est pas rare en effet qu'un individu ait au cours de sa vie d'adulte changé 7 à 8 fois de villages. Ainsi, à Moussourtouk par exemple, 28 % des chefs de famille avaient-ils effectué au moins trois déplacements dans des zones de fertilité différente, et l'on obtient pour Moulva le chiffre étonnant de 38 %.

Enfin, ce sera notre troisième remarque, la plupart des mouvements migratoires s'effectuent sur de faibles distances : 70 % des déplacements des chefs de famille de Moussourtouk avaient lieu dans un rayon de 20 km (1).

Les chiffres que l'on obtient pour le canton de Midjivin sont très différents : le contingent d'hommes de plus de trente ans résidant dans leur village de naissance est beaucoup plus important qu'à Moutouroua ; les migrations à l'intérieur de la chefferie, beaucoup plus faibles et, proportionnellement, l'installation à Midjivin de gens venus de l'extérieur, plus forte. Le solde migratoire est ici fortement négatif. Entre 1963 et 1968, compte tenu du taux d'accroissement naturel de la population, qui est de l'ordre de 2 % l'an, ce canton a perdu 14 % de sa population, alors que dans le même temps, celui de Moutouroua n'en perdait que 1,4 %. Affligé de sols médiocres, Midjivin fournit un fort pourcentage de migrants « extérieurs », mais cela n'exclut pas

l'installation ou la réinstallation de Guiziga non natifs de la chefferie.

Les Guiziga installés dans l'arrondissement de Méri, au même titre que ceux résidant à proximité de la montagne de Loulou, font preuve d'une plus grande stabilité interne, mais fournissent par contre un contingent important de migrants « extérieurs ».

Les renseignements que nous avons pu obtenir concernant les Guiziga installés dans les arrondissements de Mindif et de Maroua rural ne nous permettent pas de tirer des conclusions précises. Pour l'arrondissement de Mindif, les recensements administratifs ne signalaient l'origine villageoise des Guiziga que dans 36 % des cas ; pour celui de Maroua rural, ils ne la signalaient pas. Nous pouvons seulement affirmer, d'après nos propres enquêtes, qu'en deux ans, de 1966 à 1968, 4 % de la population guiziga s'est installée ou a changé de village à l'intérieur de ce dernier arrondissement.

LES MIGRATIONS « EXTERNES »

On peut distinguer quatre axes principaux de migrations « externes ».

Des migrations vers le sud, dans les arrondissements de Guider, Pitoa et Garoua, soit à plus de 100 km au sud du pays guiziga. Ce sont essentiellement des migrations « rurales », exception faite évidemment de la ville de Garoua.

D'après le recensement par ethnies de 1970-71, il y aurait 8 500 Guiziga dans l'arrondissement de Guider. Cette zone, qui prolonge au sud le pays guiziga, est depuis longtemps une zone d'immigration. Un fort contingent de migrants est originaire de Moutouroua (56,2 %). Cela n'a rien de surprenant si l'on connaît les liens historiques qui unissent les gens de Moutouroua et ceux de Guider, voire leur apparentement ethnique. De nombreux Guiziga seraient actuellement « guidarisés » et plusieurs clans guiziga installés dans la partie sud de la chefferie de Moutouroua seraient d'origine guidar. Le terme de migrations « externes » est peut-être ici un peu abusif, et ne se justifie que si l'on ne prend en compte que la distance parcourue. Il n'en est pas de même de la zone Pitoa-Secande, située en pays peul, qui reçoit un fort contingent de Guiziga-Moutouroua et de Moundang, et dont nous parlerons ultérieurement plus en détail.

Il est difficile, en l'absence de recensement ethnique sérieux, de déterminer avec précision l'importance de la migration guiziga en direction de la ville de

(1) Ce chiffre n'a qu'une valeur estimative dans la mesure où il ne prend en compte que les migrants installés ou réinstallés dans la chefferie de Moutouroua. Ne sont pas comptés les migrants extérieurs « non retournés ».

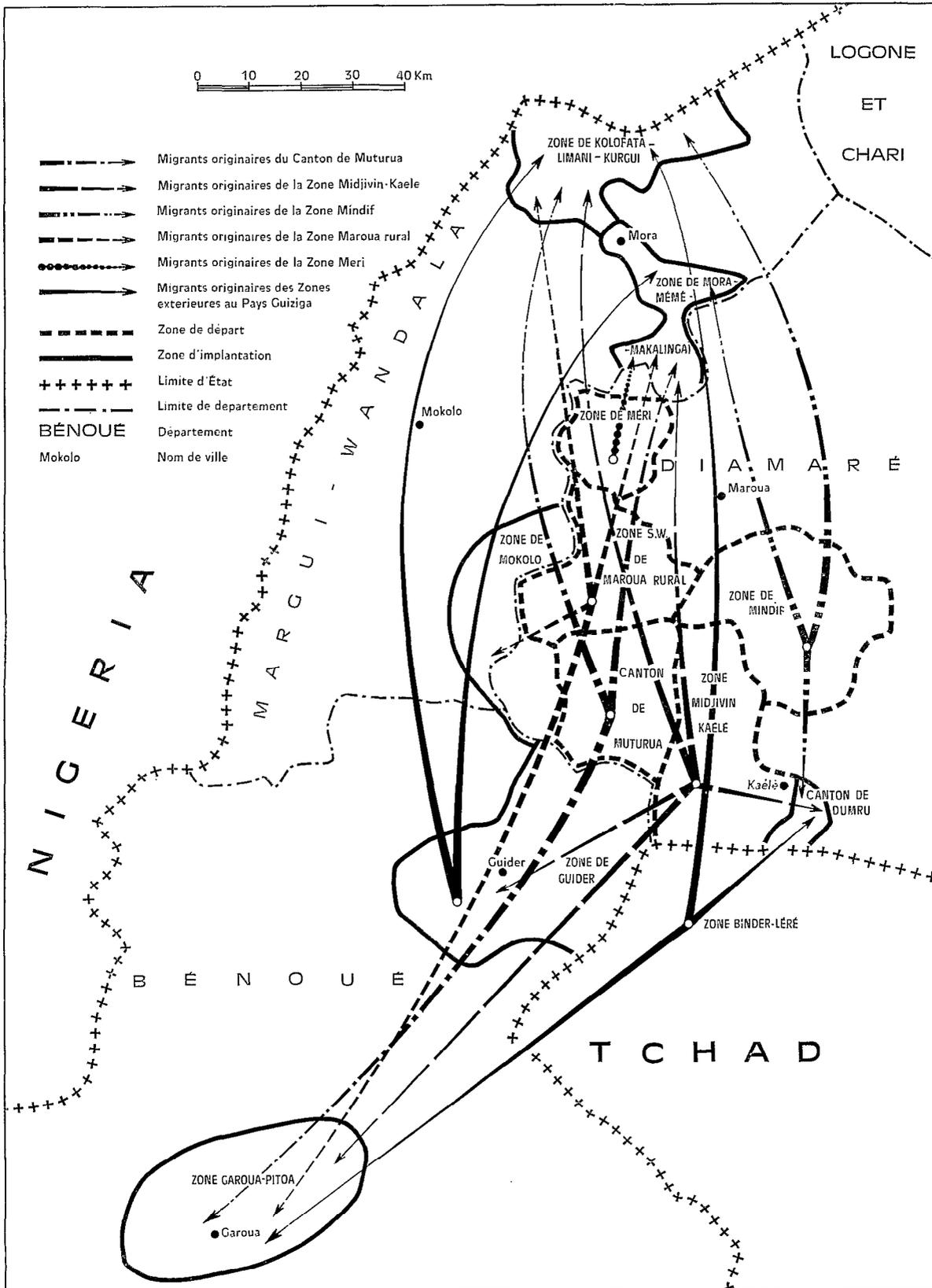


Fig. 2. — Carte des principaux axes de migrations extérieures.

Garoua, d'autant plus que les Guiziga urbanisés ont une tendance prononcée à renier leur origine ethnique et à s'assimiler au groupe des Foulbé, à leurs yeux plus prestigieux. Sur les 450 Guiziga — chiffre très inférieur à la réalité — pour lesquels il nous a été possible de retracer l'itinéraire migratoire, 52 % citaient la ville de Kaélé comme dernière étape. On assiste donc ici à un transfert de population d'une ville secondaire vers une ville plus importante et à croissance plus rapide. La plupart de ces migrants étaient originaires de Moutouroua et n'en étaient donc pas à leur premier mouvement migratoire (1).

Des migrations vers le nord, dans la zone de Kourgui-Pivou.

En 1963, le recensement dénombrait 643 Guiziga installés dans l'arrondissement de Mora; ils étaient 1 128 en 1965. De mauvaises récoltes successives de coton entraînèrent ensuite de nombreux « retours au pays » ou de nouvelles migrations vers d'autres régions. Bien que les Guiziga Marva, disséminés au nord de Maroua, soient spatialement plus proches de cette zone, c'est encore la région Moutouroua-Midjivin qui fournit l'essentiel des migrants. Nombre d'entre eux avaient fait étape dans l'arrondissement de Mindif avant de se rendre à Kourgui-Pivou.

Des migrations vers l'est, en direction de Kaélé-Doumrou, au cœur du pays moundang. Plus que la distance spatiale — très faible — c'est l'installation au sein d'un territoire ethnique étranger qui doit être pris en considération. Une proportion importante de migrants (38 %) sont natifs du canton de Midjivin, tout proche.

Enfin des migrations vers la ville de Maroua, jadis capitale de la chefferie des Guiziga Marva. D'après le recensement de 1967, il y avait 4 202 Guiziga installés à Maroua. Si l'on s'en réfère au recensement de 1963, qui indiquait l'origine des migrants, sur 1 565 Guiziga non natifs de la ville :

- 27,2 % venaient de l'arrondissement de Maroua rural;
- 25,6 % de l'arrondissement de Méri;
- 23,3 % de l'arrondissement de Kaélé;
- 15,4 % de l'arrondissement de Mindif;
- 8,5 % venaient, par ordre d'importance, de Mokolo, Guider, Garoua, Bogo, du Tchad et du Nigéria.

ARTICULATION DES DIFFÉRENTS MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Lorsque l'on demande à un migrant les raisons qui l'ont incité à quitter son village, les réponses sont relativement stéréotypées et ne peuvent être correctement interprétées que par référence au milieu socio-économique dans lequel il vit et aux possibilités que lui offre le monde extérieur.

La maladie et parfois la mort d'un membre de la famille (interprétés comme des sanctions d'ordre religieux), les mauvaises relations avec les voisins ou les autorités villageoises, sont régulièrement citées comme causes de la première migration (2). En fait, ce ne sont là, dans la plupart des cas, que les conséquences du non-respect de la charte sociale en matière économique : refus de travailler au bénéfice des détenteurs de l'autorité au niveau villageois, refus d'apporter aide et assistance aux parents. Si les tentatives de conciliation échouent, il n'y a plus de salut que dans la fuite. Le devin consulté à cet effet joue un rôle de tout premier ordre : il détermine les causes de la maladie ou de la « malchance »; il propose de remédier sur place à la situation (cadeaux, sacrifices...) et en cas d'échec, conseillera au patient de quitter le village. Véritable ordonnateur des mouvements migratoires, il choisira alors sur la liste des villages refuges possibles proposée par le consultant, le plus apte à apporter une guérison rapide. Le départ n'est généralement pas préparé de longue date : il est nécessaire de parer au plus pressé. C'est la présence d'un ami ou d'un frère, plus que la valeur des terres, qui guidera le migrant dans le choix de sa zone refuge, et ce premier déplacement pourra apparaître de l'extérieur comme économiquement aberrant. Il n'est généralement pas le signe d'une rupture définitive avec la société d'origine : le migrant, nous l'avons signalé, retrouvera en effet dans son village d'adoption la même structure politico-religieuse. A plus ou moins long terme, il pourra se réconcilier avec sa famille ou les autorités villageoises ou acquérir par son âge une position plus enviable : il retournera alors dans son village d'origine et récupérera sans problème ses anciens champs ou ceux hérités de son père.

Ces mouvements migratoires internes peuvent être également le premier pas vers des migrations plus lointaines. Si, en quittant son village d'origine, le migrant échappe en partie aux prestations dues

(1) On constate — mais il est difficile de donner une explication — que les Guiziga de Moutouroua sont particulièrement attirés par la ville de Garoua, alors que leurs voisins de Midjivin se dirigent de préférence vers Maroua. Dans la mesure où le choix du lieu d'implantation est déterminé par des affinités claniques et plus encore villageoises, le phénomène ne peut que s'accroître.

(2) Parmi les autres causes de migrations qu'il est possible d'exploiter, citons le « rapt d'épouse » qui contraindrait le ravisseur à quitter immédiatement le village. Il est extrêmement rare que le premier mouvement migratoire soit motivé par le désir nettement exprimé de s'installer dans une zone économiquement plus favorable.

aux membres de sa famille (père, oncles...), il n'est pas dispensé pour autant d'apporter aide et assistance aux autorités de son nouveau village. De nouveaux conflits à ce niveau entraîneront de sa part une contestation plus globale du système et le départ vers des régions plus lointaines. Pour schématiser, on pourrait dire que les migrations « internes » sont une réponse à un conflit localisé, les migrations « externes » à une contestation plus globale de la société.

Le tableau ci-dessous montre qu'une partie très importante des migrants installés à l'extérieur du pays guiziga n'en étaient pas à leur première migration.

TABLEAU 2

Antécédents migratoires des migrants « extérieurs »

	Kourgui-Pivou	Pitoea-Secandé	Maroua ville
1 ^{re} migration..	36,5 %	37,9 %	55 %
2 ^e migration..	40,4 %	37,9 %	26,3 %
3 ^e migration..	19,2 %	20,6 %	12 %
4 ^e migration..		3,4 %	5,4 %
5 ^e migration..	3,8 %		1,1 %

Le fort pourcentage de migrants venus s'installer à Maroua dès leur première migration s'explique par la présence dans cette ville d'un contingent important de Guiziga venus de Méri. Déjà familiarisés avec le milieu urbain grâce aux brefs séjours qu'ils y ont effectué en qualité de manœuvres de culture des Foulbé, ils peuvent plus facilement que d'autres s'y installer lors de leur premier mouvement migratoire.

Migrations « extérieures » et création de nouveaux milieux sociaux

Incontestablement le premier avantage de la migration « extérieure » pour un Guiziga, est de lui permettre d'échapper aux prestations traditionnelles et de profiter ainsi plus largement des fruits de son travail. Les migrants installés dans la région de Kourgui, par exemple, en étaient parfaitement conscients. « Ici, si je récolte une calebasse de mil, je mange une calebasse de mil » nous disait l'un

d'entre eux, oubliant, momentanément, que toute forme de prestation n'avait pas disparue pour autant.

Cette remise en cause de la hiérarchie traditionnelle et de ses conséquences économiques est favorisée, en premier lieu, par la structure démographique qui prévaut encore sur les lieux de la migration, en raison du caractère relativement récent du phénomène migratoire. Les migrants sont des éléments jeunes qui créent leur propre exploitation, même s'ils sont encore célibataires (1). Les regroupements s'effectuent davantage par affinités villageoises que claniques, et si l'on retrouve assez fréquemment dans le même quartier des frères de même père, il est tout à fait exceptionnel que le père ait quitté son village pour venir résider avec son fils (2). Les systèmes d'entraide qui prévalaient en pays guiziga ont toujours cours sur les lieux de la migration, mais ils sont plus égalitaires et ne revêtent aucun caractère obligatoire. Certes, plus on a les moyens d'inviter avec la bière de mil, plus on reçoit d'aide extérieure et plus on augmente sa production, mais le statut social acquis par la naissance ou par l'âge n'est pas ici déterminant.

Que le type d'organisation politique et religieuse propre au pays guiziga ne puisse être recréé sur les lieux de la migration est un second élément favorable à l'instauration de relations plus égalitaires. Les quartiers de migrants ne sont pas toujours ethniquement homogènes; on y retrouve fréquemment des ressortissants de divers groupes de plaine non islamisés et le migrant guiziga ne sera pas nécessairement placé sous l'autorité d'un chef de son ethnie. Même si le chef est un Guiziga, il ne jouit, de toutes les façons, ni du prestige ni des prérogatives attachés à la fonction de chef dans son pays d'origine. Il doit sa nomination non pas à son appartenance au lignage de la chefferie, mais seulement, à l'antériorité de son installation. Ses responsabilités sont très limitées : il sert d'intermédiaire entre les habitants de son quartier et le chef de village, un musulman dans la plupart des cas. Quant à la fonction de chef religieux, si importante en pays guiziga, elle est sans objet dans les zones de migrations. Le chef religieux (« *massai* ») détient en effet son pouvoir du fait qu'il est descendant, par les aînés, du premier « débrousseur ». A ce titre, il est l'indispensable médiateur entre les divinités de la terre et ceux qui en vivent : son pouvoir s'exerce donc au sein d'une zone aux limites parfaitement définies. Tant à

(1) Le nombre moyen de résidents par unité d'habitation, 3,7, est beaucoup plus faible que dans le canton de Moutouroua, par exemple, où il atteignait le chiffre de 4,8.

(2) A pitoea et Secandé, sur 28 chefs d'exploitation dont le père était encore en vie, un seul l'avait amené en migration; par contre, 30 % du groupe des frères de même père résidaient dans le même quartier.

Pitôa et Sécandé, qu'à Pivou, Kourgui et Banki, les Guiziga ne sont pas les premiers « débrousseurs », ou du moins les nouveaux terrains qu'ils mettent en culture, et peuvent parfois s'approprier, sont-ils déjà placés sous la domination politique d'étrangers, islamisés généralement. Il n'y a donc pas de *massai* sur les lieux de migrations extérieures, et pas de cérémonies régulières destinées à assurer la fertilité du sol et la protection de ceux qui en vivent. Toutefois, dans les cas graves, il peut être fait appel au *massai* du village d'origine du Guiziga premier installé sur les lieux de la migration (il s'agit généralement, nous l'avons vu, du chef). Le migrant devra par ailleurs retourner dans son village pour y effectuer les cérémonies religieuses périodiques (fête du clan notamment) et accomplir les sacrifices occasionnels que demanderaient les ancêtres. Ainsi, lors de ma première visite à Pivou, n'ai-je rencontré qu'un seul chef de famille guiziga sur les treize qui habitaient le quartier : l'un s'était rendu au marché de Banki, tous les autres étaient à Moutouroua pour participer à la grande fête de saison sèche (1). Il n'en est pas de même des devins qui détiennent leur pouvoir à titre personnel et peuvent l'exercer hors de leur zone d'origine : ceux rencontrés à Pitôa et Kourgui étaient très actifs, et leurs consultants n'étaient pas exclusivement d'origine guiziga.

Le migrant se retrouve donc à la fois hors « système », dans la mesure où il a pu rompre avec l'organisation sociale, politique et religieuse qui prévalait dans sa région d'origine, et contraint de garder avec le « pays » des relations très étroites. Ces relations, nous allons le voir, ne sont pas exclusivement religieuses, elles sont aussi matrimoniales et économiques.

Malgré la cohabitation au sein d'un même quartier de plusieurs ethnies culturellement proches (c'est le cas des Guiziga, des Moundang et des Guidar), les mariages interethniques sont extrêmement rares. Le Guiziga préfère même aller prendre épouse au « pays », plutôt que d'épouser une fille de son ethnie qui résiderait dans son village d'adoption. « Elle a moins de chances de se sauver » dit-il (2). Notons par ailleurs que le paiement de la dot en argent et après le mariage, qui fait une timide apparition en pays guiziga, est quasiment généralisée sur les lieux de la migration.

Les relations économiques revêtent également une importance non négligeable, qu'il aurait été intéressant, dans le cadre d'une étude plus approfondie, de chiffrer avec précision. Il est rare que le migrant se rende dans son village d'origine pour apporter une aide en travail à son père ou à ses oncles : cela n'a rien que de très normal, si l'on se souvient que c'est généralement pour y échapper qu'il a quitté le village. Il est de coutume par contre, de visite au pays, d'offrir aux membres de la famille des habits et quelque argent et de recevoir du mil et des volailles en échange. Cela confirme une opinion généralement admise en pays guiziga — et les migrants, par souci de prestige, se gardent bien de l'infirmier — : « au village on cherche la nourriture, en migration on trouve l'argent ».

Le maintien de relations étroites avec le pays, sont autant d'éléments favorables à la réinsertion future des migrants, et nous verrons que les retours au village, à plus ou moins long terme, sont extrêmement fréquents. En effet, si le migrant a pu résoudre une partie des conflits qui l'opposaient à sa société d'origine et entretenir avec les ressortissants de son ethnie des relations plus égalitaires (du moins les inégalités ne reposent-elles pas sur les mêmes critères), il se trouve confronté sur les lieux de la migration à de nouveaux problèmes tout aussi cruciaux. Son statut économique ne sera plus étroitement lié à son âge, à sa position au sein de son groupe familial et à son appartenance clanique et lignagère, mais à ses possibilités d'accès à la terre et à son appartenance ethnique.

Les deux tiers environ des migrants installés tant à Pitôa et Sécandé qu'à Kourgui et Pivou n'en étaient pas à leur première migration (cf. tableau n° 2). Nombre d'entre eux avaient effectué, seuls ou en compagnie de leur père, des séjours dans des zones extérieures (Banki à la frontière du Nigéria, Binder, au Tchad, Mayo-Oulo...); un quart environ avaient déjà exercé une activité salariée non agricole (mancœuvre, mais aussi cuisinier, aide-mécanicien...) (3). Le choix de la zone d'implantation n'est plus ici le fait du hasard ou de considérations d'ordre affectif (présence d'un ami ou d'un frère...), mais le résultat d'un calcul économique : les migrants le disent avec netteté, les cartes pédologiques des sols le confirment (4). Ainsi, les Guiziga installés

(1) C'est l'indice d'un attachement profond à cette cérémonie, lorsque l'on sait d'une part la distance qui sépare Pivou de Moutouroua (100 km environ) et l'importance que les Guiziga de la région attachent au marché de Banki.

(2) La même attitude se retrouve chez les Moundang qui entretiennent pourtant avec le « pays » des relations plus distendues et ont goûté, pour la plupart, à la vie en ville et au travail salarié.

(3) Il en est de même des Moundang : un seul chef d'exploitation sur les vingt cinq installés à Sécandé-Moundang était venu directement de son village de naissance ; beaucoup s'étaient repliés sur Pitôa-Sécandé à la suite d'un échec dans leur tentative d'installation à Garoua - ville.

(4) SIFFERMAN (G.) : *Carte pédologique du Nord-Cameroun, 1/50 000, feuille Pitôa*, IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 1964.
MARTIN (D.) : *Notice de la feuille Mora*, IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 1961.

dans l'arrondissement de Mora ont-ils choisi de très bonnes terres, en bordure du mayo Nguéchéwé (dans les villages de Tolkomari, Gamsé, Limani, Gangawa, Banki...) ou dans les régions de Kourgui et Pivou. La possibilité d'obtenir de bons rendements en sorgho de saison des pluies et en coton (1), alliée au fait qu'il y a déjà des Guiziga installés dans la région, est très régulièrement invoquée par les nouveaux migrants pour justifier leur choix. Il en est de même dans la région de Pitoa-Sécandé où l'accent est mis de surcroît sur la possibilité de « débrousser » de nouvelles terres — et par là même

de vendre du bois — et d'écouler facilement les produits vers Garoua.

Il ne faut cependant pas en conclure hâtivement que les migrants augmentent globalement leur revenu, ou du moins qu'ils se trouvent placés à long terme dans des conditions de production meilleures que dans leur région d'origine. Les terres qu'ils peuvent « débrousser », et donc utiliser gratuitement, ne sont généralement pas les meilleures du village et il est souvent nécessaire d'avoir recours à la location ou à l'achat si l'on veut disposer d'une exploitation de dimensions raisonnables. Cela est

TABLEAU 3

Modes d'accès à la terre sur les lieux de migrations extérieures (% des superficies)

	Maroua ville	Pitoa-Sécandé	Kourgui	Maroua (Salak)	Maroua (Meskine)
Achat.....	13,8 % (2,6)*	2 % (2)	14,8 %	12,2 % (4,5)	3,2 % (10)
Location.....	26,1 % (0,6)	9 % (0)	11,5 %	5,5 % (1,4)	8,6 % (0)
Prêt.....	3,5 % (0,3)	—	3 %	0,9 % (0)	1,1 % (0)
Don.....	2,8 % (0,5)	6 % (0)	1,2 %	11,5 % (0,5)	—
Héritage.....	9,7 % (39,2)	— (23)	—	20,4 % (58)	43,3 % (89)
« Débroussage ».....	43,8 % (56,6)	81 % (73)	69,4 %	49,4 % (35)	43,7 % —

(*) Modes d'accès à la terre dans les villages d'origine des migrants.

vrai, et de tout temps semble-t-il, dans la région de Kourgui-Pivou, mais tend également à le devenir dans la zone de Pitoa : les cas de location et d'achat sont de plus en plus nombreux et la plupart des champs disponibles se situent de 4 à 7 km du village.

Malgré le recours à la location et à l'achat, le migrant doit généralement se contenter de superficies plus restreintes que dans son village. La superficie cultivée par habitant (en ne tenant compte que des principales cultures : sorgho de saison des pluies, sorgho de saison sèche et coton) était en 1970, d'après nos propres calculs, de 0,6 ha dans le canton de Moutouroua, de 0,5 à Pitoa-Sécandé, et de 0,4 ha seulement à Kourgui-Pivou.

On constate enfin des modifications particulièrement nettes dans les poids relatifs des superficies attribuées à chaque culture, comme le montre le tableau suivant.

TABLEAU 4

Importance relative des différentes cultures

	Moutouroua	Pitoa-Sécandé	Kourgui
Sorgho pluie....	46,8 %	40,2 %	46,9 %
Karal.....	30,6 %	3,4 %	—
Coton.....	22,4 %	56,3 %	53 %

Le coton a pris une importance considérable au détriment du *Karal*, qui a pratiquement disparu. Le migrant ne pouvant compter que sur une seule récolte de sorgho par an, est beaucoup plus vulnérable aux aléas climatiques. Ce fait est particulièrement révélateur des rapports de force entre migrants

(1) Gangawa : 2 013 kg/ha, Gamsé-Tolkomari : 1 700, Kourgui : 1 187, contre 728 kg/ha en moyenne dans le canton de Moutouroua (statistique C.F.D.T. pour la campagne 1965-66).

et autochtones. On pourrait penser en effet que la quasi-disparition du sorgho de *karal* est le résultat d'un choix (le migrant recherchant avant tout une augmentation de son revenu monétaire par la culture du coton) ou d'une contrainte du milieu physique (absence de sols favorables à la culture du sorgho de saison sèche). Le problème est en fait beaucoup plus complexe. Les régions colonisées par les migrants sont placées sous la domination de musulmans, qui se sont attribués la quasi totalité des champs de *karal*. En permettant aux étrangers de s'installer et d'avoir accès aux champs de coton et de mil des saisons des pluies, ils disposent sur place d'une main-d'œuvre potentielle pour leurs propres cultures, en particulier de *karal*. Nous touchons ici à un point capital : l'importance et la durée de la migration dépend en grande partie de l'attitude des musulmans à l'égard des migrants. Le géographe J. BOUTRAIS avait noté le même phénomène à propos de l'installation en plaine des montagnards du Mandara. « Aujourd'hui, écrit-il, l'antagonisme entre montagnards et Foulbé reste vivace... Néanmoins l'orientation des Foulbé vers l'agriculture facilite dans une certaine mesure leur coexistence avec les montagnards. Eux-mêmes souhaitent parfois l'installation à proximité de leur village de montagnards qui viendront les aider dans leurs travaux agricoles en saison des pluies... mais dès que l'espace se restreint, des tensions renaissent entre deux modes d'utilisation du sol entièrement dissociés (élevage-agriculture)... (1).

Mais la pression exercée par les musulmans ne se limite pas à un contrôle plus ou moins strict de l'attribution des champs, elle est renforcée par la confiscation à leur profit du pouvoir politique. Nous avons signalé que le chef d'un quartier de migrants n'avait guère de pouvoir : il prélève l'impôt au nom de l'administration, règle les différends mineurs opposant les habitants de son quartier; pour le reste, il doit s'en référer au chef musulman, qui dispose de suffisamment de pouvoir pour imposer ses vues aux migrants. Les pressions exercées pour limiter la fabrication de la bière de mil, ou du moins sa mise en vente sur les marchés, avaient provoqué le retour au pays de plusieurs migrants guiziga installés dans la région de Mora. Dans un autre domaine, des Moundang de Pitoa, intéressés par l'acquisition de charrues, s'estimaient lésés au niveau de l'attribution des prêts. « Les chefs peul, m'a dit l'un d'eux, se sont mis d'accord avec les responsables de la distribution des charrues pour ne pas en donner à ceux qui ne sont pas originaires.

Ils sont jaloux. Ils ont peur qu'on les dépasse et qu'on soit plus riche qu'eux ».

Ainsi, les Guiziga qui, avec plus de vigueur encore que les autres ethnies « païennes » de plaine, s'étaient toujours opposés, les armes à la main, à toute forme de subordination aux musulmans, se trouvent-ils placés sur les lieux de la migration dans une situation de dépendance à leur égard. La hiérarchie ethnique précoloniale, occultée en partie lors de la colonisation française qui avait créé des commandements « païens » indépendants, peut ainsi se recréer. Au sommet de l'échelle sociale se trouvent les musulmans, qui exercent sur les autres un contrôle politique et économique. Puis viennent les païens de plaine (Guiziga, Moundang, Guidar, Toupouri...), habitués de la migration, qui essaient de contester — éventuellement par une réinstallation dans leur zone de départ — la supériorité des musulmans. Enfin — c'est le cas dans la région de Mora et Banki en particulier — on trouve, au bas de l'échelle, les païens de montagne, qui ne migrent que contraints et forcés et s'embauchent souvent comme manœuvres de culture.

Chacun de ces groupes est cependant loin d'être homogène. Ainsi convient-il d'établir une distinction entre les « vrais » musulmans (Peuls et Mandara) et les païens islamisés de fraîche date qui constituent une strate inférieure, même s'ils considèrent avoir obtenu par l'islamisation une promotion ethnique. De même faut-il distinguer parmi les migrants guiziga plusieurs sous-groupes en fonction du mode d'accès à la terre, de l'ancienneté de l'installation et du type de relations économiques qu'ils entretiennent avec les musulmans, voire avec les païens de montagne.

Les migrants installés de longue date (2), ont pu s'approprier des terres sans trop de problèmes. Ils peuvent se soustraire en partie à la tutelle musulmane, même s'ils sont politiquement inféodés et louent épisodiquement leurs services pour le travail du *karal*. Certains peuvent se permettre de louer une partie de leurs terres à des frères moins bien lotis (c'est notamment le cas à Pitoa) et n'hésitent pas à embaucher des montagnards comme manœuvres, faisant ainsi concurrence aux islamisés. Un migrant réinstallé en pays guiziga, après un long séjour à Banki, me décrivait la situation en ces termes : « A Banki, on travaille moins qu'ici. Les Guiziga ont pris l'habitude des Mandara : ils font travailler les Podoko et autres montagnards qui viennent de leur montagne et n'ont pas suffisamment de champs. Ces manœuvres venaient pour démarier

(1) J. BOUTRAIS, « La colonisation des plaines par les montagnards au Nord-Cameroun (Monts du Mandara). Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M., n° 24, Paris 1973, 277 p. (pp. 132-133).

(2) Les migrants les plus anciens se sont installés à Kourgui et Banki il y a une trentaine d'années.

le coton et sarcler le *karal* des Mandara. » Il ajoutait, pour bien montrer que les montagnards n'étaient pas encore « civilisés » : « Les Podoko ont peur de descendre en plaine. Même le chef de quartier Podoko (de Banki) avait son *saré* (1) près de la montagne. Tout ce qu'il gagnait, il l'envoyait dans la montagne. »

Les migrants venus plus tard ont dû avoir recours à la location ou à l'achat (2) pour compléter leur exploitation et se trouvent ainsi placés, vis-à-vis des musulmans, dans une situation de dépendance beaucoup plus étroite. C'est en particulier le cas à Banki et Kourgui. « Les Mandara, m'ont dit plusieurs migrants, attirent les gens en louant les champs pas cher, mais ensuite ils sont toujours en train de demander des services ». Le migrant n'a pas le choix : s'il refuse les services demandés, il se verra retirer la location des champs et sera contraint de quitter la région ou, pire, de devenir manœuvre. Ce faisant, il intégrera le groupe des Guiziga dépourvus de terres, employés à plein temps par les Mandara, et copieusement méprisés par les autres Guiziga, qui n'apprécient pas que l'on puisse louer en agriculture la totalité de sa force de travail.

Ces hiérarchies inter et intra-ethniques sont inscrites dans l'espace. Les quartiers musulmans sont nettement distincts des quartiers « païens » et il ne saurait être question qu'un non musulman y réside — sauf s'il est exclusivement au service d'un islamisé — d'ailleurs, il ne le souhaite pas. De même, il est extrêmement rare qu'un Guiziga ou un Moundang islamisé, même si sa conversion est récente, continue de résider dans un quartier païen : il a l'impression de déchoir, et de toutes les façons, il n'y est pas accepté de bon cœur. On constate par contre que, si la tendance générale est au regroupement par origine ethnique, il est relativement fréquent qu'un même quartier abrite des ressortissants de plusieurs ethnies non islamisées de plaine. Ainsi, à Sécandé, le quartier Djalingo Sambo regroupe-t-il des Moundang, des Guiziga, des Guidar et des Fali; le quartier Sécandé guiziga, des Moundang et des Guiziga. Cette cohabitation ne semble poser aucun problème : les échanges de travail continuent certes de s'effectuer dans le strict

cadre ethnique, mais les relations amicales et les invitations à boire la bière, le débordent très largement (3).

* * *

Si la migration est un moyen efficace de résoudre les conflits qui prennent naissance au niveau de la société traditionnelle — elle est parfois nécessaire pour conjurer la maladie ou le mauvais sort — elle n'apporte pas toujours, loin s'en faut, une amélioration sensible du sort du migrant. La situation de dépendance au niveau familial, clanique et lignager qu'il fuyait en quittant le « pays », il la retrouve, bien souvent, sur les lieux de la migration, transposée au niveau ethnique, avec les mêmes conséquences économiques. Le Nord-Cameroun est très peuplé, et même dans les zones à densité démographique très faible, comme dans la Bénoué, il est très difficile au migrant d'échapper à la tutelle des autochtones. Les nouveaux rapports sociaux qui s'instaurent dans les zones de migrations sont donc en grande partie contrôlés de l'extérieur. Pour tenter de remédier à cette situation, des périmètres d'accueil ont été aménagés en plaine par les services agricoles, mais ils sont destinés par priorité aux originaires des Monts du Mandara, réputés surpeuplés (4). Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les Guiziga changent fréquemment de résidence, y compris dans les zones de migrations extérieures, et qu'un contingent très important de migrants se décident tôt ou tard à regagner leur village d'origine. A l'exception des migrants installés dans la ville de Maroua et d'un fort contingent de ceux résidant à Pitoa-Sécandé, tous les migrants que nous avons interrogés ont en effet affirmé vouloir retourner au pays (5). La réinsertion dans le village d'origine, nous l'avons signalé, est facilitée par les relations religieuses, économiques et matrimoniales que le migrant continue d'entretenir avec le pays et bien sûr par le fait qu'il pourra, sans problème, récupérer ses anciens champs.

Même si elles s'accompagnent fréquemment d'un retour au pays et si la structure démographique

(1) Terme fulfuldé le plus communément utilisé dans la région pour désigner l'unité de résidence d'une famille.

(2) Il n'y a pas d'acte de vente, et il arrive fréquemment que l'ancien propriétaire revendique sa terre qu'il estime avoir seulement louée.

(3) « Si l'on invite les étrangers à venir travailler dans les champs, disent les Guiziga, on boit trop de bière de mil et après on fait la bagarre ».

(4) Voir à ce sujet l'ouvrage de J. BOUTRAIS, déjà cité.

(5) A Banki, zone considérée par les migrants comme particulièrement favorable (mais il aurait été nécessaire d'y regarder de plus près), la durée moyenne des séjours allait de 8 à 12 ans. Le premier Guiziga s'était installé en 1950. Nous avons vu qu'à Kourgui et Pivou, deux mauvaises récoltes de coton avaient entraîné le départ de nombreux migrants. Les fortes périodes de migrations vers Pitoa (1962-65) et Sécandé (1966-69) étaient beaucoup trop récentes lors de notre enquête (1970) pour qu'il fût possible d'en tirer des conclusions quant aux départs vers d'autres zones migratoires ou aux retours au village.

des zones de départ n'est pas profondément perturbée (1), les migrations ne sont pas sans conséquences sur la société traditionnelle. L'importance des départs et des échanges entre villages seront nécessairement à plus ou moins long terme un élément de transformation. Les tenants de l'autorité traditionnelle ont considéré jusqu'ici que la scolarisation — elle est pourtant faible — et la « civilisation » étaient les causes de la contestation des jeunes : ils ne savent pas encore comment réagir devant cette situation, mais se rendent compte, surtout depuis que le coton a pris de l'extension, qu'incontestablement il y a un malaise. La perte de dépendants modifie les rapports de travail : les femmes par exemple prennent une part de plus en plus active à la production et tiennent à ce que leur rôle soit reconnu. Par ailleurs, si l'on considère encore que le migrant est un « paresseux », de retour au village il n'en jouit pas moins d'un certain prestige. Il a connu d'autres régions, a fréquenté assidûment des ressortissants d'autres ethnies... et fait généralement partie des éléments les plus dynamiques du village. Il demande la culture attelée, multiplie les « invitations avec bière » pour bénéficier au maximum de l'aide extérieure et n'hésite pas à embaucher des manœuvres à l'occasion (généralement des Mofou). S'il ne remet pas en cause l'organisation traditionnelle, surtout si son âge lui permet de

bénéficier à son tour du système, il n'en sera pas de même de ses descendants. Le migrant « extérieur » continue certes de se montrer hostile à l'islamisation et à la christianisation, mais souhaite vivement que ses enfants soient scolarisés, du moins les garçons, ce qui n'est pas encore le cas du Guiziga resté au pays. Lorsque l'on demande à un migrant le métier qu'il souhaiterait voir exercer par ses descendants, celui d'agriculteur est très rarement cité.

Effectivement, vu les conditions faites au migrant dans les nouvelles zones d'implantation rurale, on voit mal comment il pourrait attendre de l'agriculture une amélioration sensible du sort de ses descendants. Seule, dans les conditions actuelles, une scolarisation de haut niveau ou l'apprentissage d'un métier spécialisé, peut permettre au Guiziga d'émerger. Vu le retard notoire accumulé à ce niveau par rapport à d'autres ethnies de plaine (Moundang et Toupouri en particulier), il ne peut s'agir, en l'occurrence, que de solutions individuelles. Encore faudra-t-il que le nouvel « élu » accepte dans la plupart des cas de quitter le « pays », de s'islamiser et de faire abstraction de sa personnalité ethnique. Totalement coupé de sa société, il ne pourra guère participer à sa transformation.

Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M. le 4 avril 1978.

(1) Certes le canton de Midjivin, nous l'avons signalé, a perdu une partie importante de sa population, mais dans les autres cantons il y a surtout des transferts de populations internes et la structure démographique globale ne s'en trouve pas considérablement modifiée.

BIBLIOGRAPHIE

(Ouvrages consultés relatifs au Nord-Cameroun)

- BELLON-PONTIE (D.), 1974. — Les femmes guiziga de Mous-sourtoouk (Nord-Cameroun). *Mém. E.P.H.E.*, Paris, 108 p. *multigr.*
- BOU TRAIS (J.), 1973. — La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts du Mandara) *Trav. et Doc. de l'O.R.S.T.O.M.*, n° 24, Paris, 277 p.
- FRÉCHOU (H.), 1966. — L'arrondissement de Kaélé, étude géographique régionale. Centre O.R.S.T.O.M. Yaoundé, 93 p. *multigr.*, cart., tabl.
- HALLAIRE (A.), 1965. — Les Monts du Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora. Étude géographique régionale. Centre O.R.S.T.O.M. Yaoundé, 101 p. *multigr.*
- LEMOIGNE (Cap.). — *Archives O.R.S.T.O.M. Yaoundé*, non datées.
- MARTIN (D.), 1960. — Carte pédologique du Nord-Cameroun, 1/100 000, feuille Mora. Notice. IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 1 carte pédologique+1 carte d'utilisation des sols.
- MARTIN (D.), 1962. — Carte pédologique du Nord-Cameroun, 1/100 000, feuille Kaélé. Notice. IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 101 p. *multigr.*, 1 carte pédologique+1 carte d'utilisation des sols.
- MARTIN (J. Y.), 1971. — L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun septentrional. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci Hum.*, vol. VIII, n° 3 : 295-335.
- MOHAMMADOU (Eld.), 1970. — Les Feroobé du Diamaré, Maroua et Pette. Centre régional de documentation pour la tradition orale, Niamey, et Centre fédéral Linguistique et culturel, Yaoundé, 482 p., *multigr.*
- PODLEWSKI (A. M.), 1966. — La dynamique des principales populations du Nord-Cameroun Centre Bénoué et lac Tchad). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. III, n° 4 : 7-194.
- PONTIÉ (G.), 1973. — Les Guiziga du Cameroun septentrional. *Mém. O.R.S.T.O.M.*, n° 65, Paris, 255 p.
- SÉGALEN (P.), 1963. — Carte pédologique du Nord-Cameroun, 1/100 000, feuille Maroua. Notice. IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 67 p., *multigr.*, 1 carte pédologique+1 carte d'utilisation des sols.
- SIFFERMAN (G.), 1964. — Carte pédologique du Nord-Cameroun, 1/50 000, feuille Pitoa. Notice. IRCAM-O.R.S.T.O.M., Yaoundé, 51 p., *multigr.*, 1 carte pédologique+1 carte d'utilisation des sols.
- VOSSART (J.), 1852. — Notes relatives à l'histoire du Nord-Cameroun. *Études Camerounaises*, IV, 35-36, Yaoundé, pp. 19-51.